



BELGIAN COLLEGE OF EMERGENCY PHYSICIANS (BeCEP)



Erkende beroepsvereniging – Union professionnelle reconnue

Kroonlaan 20, 1050 Brussel – Avenue de la Couronne 20, 1050 Bruxelles

☎ 02/649.21.47 - 📠 02/649.26.90 - info@vbs-gbs.org

Madame la Ministre, Chère Consœur,

Les principes de votre note d'orientation politique créent un espoir chez les médecins urgentistes parce qu'ils offrent à nos concitoyens la garantie de soins de santé responsables et efficaces, y compris dans le domaine des soins non programmés, dont la médecine d'urgence est une composante importante.

L'accent mis sur la durabilité qui aura pour axe majeur l'« *evidence based medicine* » plutôt que la « *rumour based medicine* », rouvre la porte à une pratique médicale de bon sens. Les orientations dogmatiques et voies expérimentales testées à l'étranger et dont l'inefficacité y aura été démontrée, n'auront heureusement plus aucune chance d'être mises en place dans notre pays. Il serait ainsi utile de jeter un œil sur une publication récente qui démontre les conséquences fâcheuses de l'instauration d'un « numéro 111 » par le *National Health System* au Royaume-Uni, alors qu'on voudrait imposer en Belgique un système identique, le « 1733 », en prétextant qu'il fonctionne « si bien » ailleurs. Citons également l'exemple néerlandais d'un système d'échelonnement en médecine d'urgence, qui a été instauré au début des années 2000 et dont nous devons absolument nous inspirer. Jugé entretemps comme « non performant », ce système y est actuellement abandonné au profit d'un accueil d'urgences entièrement intégré au sein d'une structure médicale organisée dans laquelle tous les acteurs – aux compétences diverses – sont impliqués en même temps.

Des soins « adaptés » font probablement aussi référence à un souci de répondre aux besoins réels en soins plutôt qu'à satisfaire une demande exagérée de soins, qui coûte cher à la société. Le but est donc de rompre ce cercle vicieux actuel qui est d'adapter, dans une stratégie économique, l'offre à la demande plutôt qu'aux vrais besoins. En revanche, depuis des années, les soins non programmés ne rencontrent quant à eux que les vrais besoins en soins des patients – ce n'est certainement pas de gaité de cœur qu'ils attendent patiemment leur tour pour être pris en charge par le service des urgences –, ce qui nécessite des efforts particulièrement lourds de ce filet de sécurité de notre système de santé, que sont les services d'urgences. Apporter un soutien à ces services et aux SMUR est davantage bienvenu que de stigmatiser injustement nos patients en décrétant qu'ils n'ont pas vraiment besoin de cette aide. Personne ne souhaite investir dans un domaine dont on cultive la perception qu'il est inutile.

Cela conforte notre conviction de l'importance de l'accessibilité aux soins d'urgences pour chaque citoyen. Même quand tout le secteur de la santé se met en grève, quand le généraliste n'est pas ou ne veut pas être accessible, il est réconfortant de constater que jusqu'à présent, les portes des services d'urgences sont restées ouvertes pour le bien des patients qui en avaient besoin. Nous espérons que ceux qui plaident en faveur de la fermeture des portes des services d'urgences (souvent pour les autres mais évidemment pas pour eux-mêmes) n'auront aucune audience auprès d'une Ministre qui a érigé l'accessibilité en priorité politique.

Les médecins urgentistes sont prêts à informer la Ministre ou le responsable de son cabinet en ce qui concerne les urgences et l'aide médicale urgente, et à soutenir cette politique de santé en participant au développement adéquat de ces importants principes qui, plus que sur la forme, correspondent à leurs propres convictions depuis des années. Ils sont également convaincus que nous ne sommes pas à l'abri d'une mauvaise manipulation de ces principes, au cas où leur rédaction serait confiée à des personnes étrangères au secteur et finalement peu enclines à les défendre.

Au nom du Belgian College of Emergency Physicians,

Dr Jan Stroobants,
Président du BeCEP